

A la recherche d'une bonne politique des nationalités

Description

Même si leurs situations ne se ressemblent pas (Tatars de Crimée, Cosaques du Don, Tchétchènes) et qu'il aurait mieux fallu, par exemple, s'attacher à étudier le retour des Tatars à la lumière du retour des Tchétchènes en 1957, il est manifestement des politiques des nationalités qui ne fonctionneront jamais et d'autres qui paraissent intrinsèquement destinées au succès.

Comparons ce qui est à peine comparable, une fois n'est pas coutume, non pas pour en déduire une règle générale et scientifique de comportement, mais pour initier la réflexion sur l'élaboration d'une bonne politique des nationalités, au sein de l'ex-Union soviétique. Boris Eltsine, en 1991, avait proposé la sienne, en déclarant que les sujets de la Fédération de Russie pouvaient prendre autant d'autonomie qu'ils le désiraient, sans préciser qu'il n'était pas nécessaire, forcément, de prendre cette sentence à la lettre. Les Tchétchènes, en vassaux loyaux de leur suzerain russe, ont effectivement pris leur distance et puisqu'ils voulaient l'indépendance, ils l'ont proclamée.

Depuis, par bonheur, les pratiques ont progressé jusqu'à engendrer de belles réussites, négociations et accords permettant la pacification des relations entre entités étrangères, que ce soit dans le cadre revendicatif d'une reconnaissance identitaire sur les plans politique et culturel, que pour instaurer un juste retour d'une population exilée depuis quelques décennies. Les Tatars de Crimée retrouvent leurs terres en Ukraine actuelle sans difficultés particulières. Les Cosaques du Don font entendre sans violence leur spécificité culturelle, ne souhaitant rien qui s'approche d'une indépendance puisque de toute façon ils ne forment pas une nation, préférant une reconnaissance. Par ailleurs et en revanche, la guerre fait rage en Tchétchénie.

Les Tatars de Crimée

En Ukraine, aujourd'hui, en Crimée précisément, les Tatars voient leur situation s'améliorer. En 2001, déjà, ils avaient bénéficié d'un assouplissement des règles d'acquisition de la nationalité ukrainienne¹, dont l'obtention constituait l'une de leurs principales revendications. L'acquisition de la nationalité ukrainienne leur donne accès à certains droits : de l'intégration de la fonction publique à la jouissance de droits sociaux. Sept représentants tatars siégeaient, par ailleurs, à l'Assemblée législative de Crimée dominée par les Russes, depuis les élections du printemps 2002. Certes, il manque encore pour le moment certains droits, dont toute population, de retour d'exil, devrait pouvoir jouir, ne serait-ce que la récupération d'une partie des terres de Crimée, la possibilité de se loger ou des emplois réservés.

Cependant, et cela est confirmé par de nombreux observateurs et par les responsables tatars eux-mêmes, ce n'est pas la volonté qui fait défaut du côté de Kiev mais les financements, au point que le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Anatoli Zlenko, en janvier 2002, a accueilli

avec grand intérêt l'aide humanitaire proposée par les Emirats Arabes Unis. Les promesses abondent: des programmes de habitation au partage équitable, à l'occasion des privatisations, des anciennes fermes collectives. Les efforts de reconnaissance prennent forme concrète aujourd'hui en Crimée, favorisés par un dialogue ouvert en permanence entre le gouvernement d'Ukraine et le Conseil spécial des Représentants du peuple tatar de Crimée, fondé en 1999 à la demande de Kiev.

Les Cosaques du Don

En Russie, dans la région du Don, autour de Rostov, les Cosaques, de la même façon, militent pour la reconnaissance de leur identité culturelle, sans violence. Il ne s'agit pas vraiment d'une nationalité, plutôt d'une minorité culturelle. Ils ont profité du recensement organisé en Russie à l'automne 2002 pour manifester leur différence, notamment sur la nationalité. A cette question, beaucoup ont répondu à «non-russe», refusant de choisir entre plusieurs nationalités et ne voulant pas se compter comme russe, autant qu'ils pouvaient difficilement nier que leur langue – même maternelle – était bien le Russe.

Les Cosaques se disent membres d'une nation, mais ne précisent pas laquelle, ce qui est compréhensible puisqu'il est difficile de parler d'un peuple ou d'une nation cosaque. Il existe, certes, des structures cosaques, souvent associées à des stanitsa, qui conservent l'organisation traditionnelle, mais elles n'ont pas de dimension politique. Leur pertinence est culturelle, essentiellement, et même quand la revendication vise à l'opposition politique, au sens de la réponse à «non-russe», elle reste pacifique.

Devant ces deux exemples russes de politique des nationalités et face à l'échec depuis quelque 500 ans de la politique russe en Tchétchénie, l'évidence apparaît nettement: certaines nationalités favorisent une bonne politique des nationalités, mesurée, respectueuse et ouverte. Au-delà de l'apparente facilité, qui décourage la réflexion, la réalité réserve, cependant, des surprises.

L'importance de l'histoire

Tenons-nous en dû??abord Ã lâ??apparence. Les Cosaques, en effet, ont participÃ© trÃ©s tÃ¢t Ã la gloire de la conquÃªte impÃ©riale russe. En tant que gardien du limÃ©s de lâ??empire du tsar, ils sont censÃ©s dÃ©tenir la pleine confiance du souverain. Historiquement, donc, en dÃ©pit de moments troubles, il nÃ©est pas absurde de considÃ©rer que les Cosaques se sentent, de toute faÃ§on, partie intÃ©grante de lâ??empire de Russie. Concernant les Tatars, ils apparaissent, au cours de lâ??Histoire rÃ©cente, comme des modÃ©les de modÃ©ration. Ils sont porteurs du djadidisme, mouvement rÃ©formateur de la fin du 19Ã© siÃ©cle, qui prÃ©ne la renaissance de la culture locale parla langue et lâ??enseignement de matiÃ©res modernes. Les Djadids ont Ã©tÃ© ainsi amenÃ©s Ã percevoir en bout de rÃ©forme lâ??avÃ©nement dÃ©une autonomie culturelle mais jamais il nÃ©a Ã©tÃ© question dÃ©indÃ©pendance. Plus prÃ©s de nous, Ã partir de 1991, les dÃ©clarations de revendication tatares, de retour en CrimÃ©e, rÃ©vÃ©laient une grande tolÃ©rance et faisaient preuve de respect et de comprÃ©hension envers les populations encore installÃ©es sur Ã«leurs terresÃ». LÃ©idÃ©e nÃ©a pas Ã©tÃ© de chasser les Russes et les Ukrainiens de CrimÃ©e pour construire lâ??indÃ©pendance de la pÃ©ninsule, mais bien dÃ©organiser la cohabitation. Quand, en 1995, les communautÃ©s se sont affrontÃ©es, les leaders tatars ont immÃ©diatement optÃ© pour lâ??apaisement et la nÃ©gociation.

La prÃ©dominance dÃ©intÃ©rÃ©ts parallÃ©les

En rÃ©alitÃ©, il ne faudrait pas nÃ©gliger dÃ©autres Ã©lÃ©ments annexes, qui rÃ©duisent la pertinence absolue du concept Ã«de bonne politique des nationalitÃ©sÃ», entendue au sens large, qui peut inclure tout type de revendications culturelles . Si les Cosaques, en gÃ©nÃ©ral, sÃ©entendent avec les autoritÃ©s russes, cÃ©est quÃ©il existe entre Cosaques des rivalitÃ©s. Vouloir se dire Ã«non-russeÃ» Ã Rostov signifie surtout vouloir se compter, puis se comparer aux autres communautÃ©s cosaques du Terek ou de Stavropol. De maniÃ©re plus Ã©vidente chez les Tatars de CrimÃ©e, lâ??entente si harmonieuse avec les autoritÃ©s ukrainiennes tient essentiellement Ã lâ??hostilitÃ© commune Ã lâ??Ã©gard des populations russes (ethniques). Kiev ne fait ainsi pas gratuitement montre de bonne volontÃ©, de comprÃ©hension et de gÃ©nÃ©rositÃ© chrÃ©tienne Ã lâ??endroit des Tatars, sans espÃ©rer gagner leur soutien contre les mouvements sÃ©cessionnistes russes de CrimÃ©e. En 1991, les Tatars ont en effet fait lâ??objet dÃ©une course dÃ©influence entre les services de sÃ©curitÃ© russes (FSB et GRU) et le nouveau gouvernement indÃ©pendant dÃ©Ukraine, qui ne voulait pas perdre la CrimÃ©e. Les premiers auraient voulu obtenir le soutien des Tatars dans la perspective dÃ©un rattachement de la pÃ©ninsule Ã la Russie.

A priori, certaines populations ne seraient pas mieux disposÃ©es Ã une bonne politique des nationalitÃ©s que dÃ©autres. Rien nÃ©est garanti sans certaines conditions de Realpolitik. La rÃ©flexion vaut Ã©galement pour les initiateurs de telles entreprises. LÃ©Union SoviÃ©tique en est lâ??exemple indÃ©passable, cette politique Ã©chouant dans certains cas, rÃ©ussissant dans dÃ©autres et fondÃ©e pourtant sur un cadre identique dans toutes les occurrences. Il nÃ©existe pas, dÃ©s lors, de modÃ©le politique par excellence pour la gestion des nationalitÃ©s et par consÃ©quent il est absurde de soutenir que la guerre en TchÃ©tchÃ©nie est naturelle et nÃ©cessaire et propre aux rapports russo-tchÃ©tchÃ©nes. La paix est possible et tient Ã une certaine conjonction dÃ©intÃ©rÃ©ts, que pour le moment personne ne semble entrevoir. Avant dÃ©ouvrir des nÃ©gociations, mieux vaudrait sans doute, pour quÃ©elles aboutissent, dÃ©terminer ces intÃ©rÃ©ts.

Par Laurent VINATIER

[1] Il suffit d'avoir un grand-parent n© sur le territoire ukrainien.

[2] Village cosaque

Image not found or type unknown



[^ Retour en haut de page](#)

date cr©e

01/04/2003

Champs de M©ta

Auteur-article : Laurent VINATIER